

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

RÉPUBLIQUE FRANÇOISE UNE ET INDIVISIBLE.

PROCLAMATION

DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

Envoyés près l'armée des Alpes, & dans différents Départements de la République,

Aux Citoyens des Départements réunis sous les murs de Lyon.

CITOYENS,

La Patrie avoit réclamé vos secours, fideles au serment que vous aviez fait, vous avez entendu sa voix. Il a fallu de vous annoncer que des scélérats étoient emparés de la ville de Lyon, qu'ils y opprimoient les bons Citoyens, que déjà le nom de Louis XVII s'y faisoit entendre, pour vous voir tous saisir fûrent vos armes, & vous entendre jurer de punir plutôt que de permettre que la souveraineté du Peuple fût ainsi méconneue. Vos vœux font exaucés; vos serments sont remplis.

La ville de Lyon est rendue à la République; une partie des tristes qui l'oppressoient, ont fui; déjà ils ont fini par la justice nationale: les autres n'échapperont pas à votre surveillance. Bientôt leur juste supplice portera l'effroi & la terreur dans l'ame de ceux qui méditeroient encore de nouveaux crimes.

Il nous est permis aujourd'hui de porter plus particulièrement sur vous, Citoyens, nos regards, & d'examiner ce que demande l'intérêt de vos familles. Il est, dans une grande révolution, des moments où ils doivent être oubliés, où il ne doit exister dans toute la République qu'un seul sentiment, qu'un seul besoin, celui de fonder la Liberté; mais quand ces sacrifices ne sont plus nécessaires, le Législateur doit se hâter de rendre à l'agriculture & au commerce, les bras qu'il réclamait, de ramener dans leurs foyers ceux qui, en travaillant au bonheur de leurs enfants, préparent ainsi la prospérité nationale.

Avec quelle douce satisfaction nous remplissons ce devoir! Accoutumés à vivre avec vous, nous avons été témoins de vos vertus; chaque jour nous nous sommes convaincus que la Liberté étoit impérissable, puisqu'elle comptait tant de braves défenseurs.

Retournez dans vos foyers, vous tous que la Loi ne relient pas dans nos camps; allez-y jouir de la reconnaissance nationale, de l'estime de vos concitoyens. Dites ce que vous avez vu, le généreux dévouement que vous avez remarqué dans cette bouillante jeunesse, à laquelle nous confions l'honorable tâche de délivrer la France du reste des Francs, & que ces braves qui l'ont fait encore. Racontez à ceux que l'âge relient encore au sein de leur famille, ce que leurs aînés ont fait. Allumez dans leur jeune cœur ce feu qui doit embraser tous les Républiques; faites-leur vivement désirer l'entraîner où ils pourront aussi servir la cause de l'humanité.

Quand à nous, Citoyens, nous ne cessons de publier ce



que vous avez fait pour la République. Fideles interpretes de la Convention, nous priverons la Nation, en vous assurant que vous avez bien mérité de la Patrie.

En conséquence, les Représentants du Peuple arrêtent ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Tous les Citoyens âgés de plus de vingt-cinq ans, qui se sont rendus sous les murs de Lyon, en vertu des requisitions des Représentants du Peuple, retourneront dans leur domicile.

I I.

Ils se présenteront chez les commissaires des guerres des différentes colonnes où ils ont été attachés, pour y justifier de leur âge & y obtenir un congé.

I I I.

Dans le cas où ils ne pourroient point justifier de l'acte de leur naissance, l'attestation de leur captivité suffira pour autoriser les commissaires des guerres à délivrer le congé.

I V.

En arrivant dans sa commune, chaque citoyen fera tenu de se présenter à la municipalité pour y faire viser son congé: celui qui négligerait de remplir cette formalité, sera regardé comme suspect, & reconduit à la colonne qu'il aura quittée.

V.

Chaque municipalité s'affranchira si celui qui se présente, est âgé de plus de vingt-cinq ans; & dans le cas où il n'auroit pas cet âge, & où il seroit dans les termes du Décret du 23 août dernier, il sera de suite mis entre les mains de la gendarmerie nationale, pour être conduit à la colonne de brigade en brigade, & y être puni comme défectueux.

V I.

L'étranger sera fourni dans la route à chaque citoyen renvoyé dans son domicile.

La Proclamation sera imprimée, lue, publiée & affichée par-tout où besoin sera; elle sera envoyée aux commissaires attachés aux différentes colonnes de l'armée, & dans tous les départements où il a été fait des requisitions.

A Lyon, ce 10 octobre 1793, l'an second de la République une & indivisible.

Signé, G. COUTHON, MAIGNET, Séb. DELAPORTE.

A LYON, de l'Imprimerie d'AIME VATAIN-DELABORNE, aux Halles de la Grenette. 1793.